

« Notre objectif est de professionnaliser le secteur et le faire mieux connaître à l'extérieur »



Claudia Genier, Directrice adjointe de SwissFoundations et François Geinoz, Président de proFonds, nous parlent du rôle de leurs associations dans l'amélioration de la vitalité du secteur philanthropique et de leurs espoirs pour l'[étude](#) présentée par la Fondation Lombard Odier, le jeudi 26 septembre, à Genève.

Sara Azara, Lombard Odier & Cie SA

Créée en 2001 à l'initiative de 11 fondations, [SwissFoundations](#) regroupe les fondations donatrices suisses d'utilité publique et leur donne une voix forte et indépendante. SwissFoundations promeut le partage d'expériences, la transparence et le professionnalisme dans le secteur suisse des fondations d'utilité publique.

[proFonds](#) est l'association faîtière des fondations et des associations d'utilité publique de tout type d'activité en Suisse. L'organisation défend les intérêts des fondations et associations et intervient en tant que lobbyiste auprès des milieux politiques, législateurs et autorités. Elle s'engage pour de bonnes conditions-cadres et une réglementation permettant aux fondations et associations caritatives de mener à bien leurs missions.

Pourquoi était-il important pour vos associations de participer à cette étude ?

Claudia Genier : Il était indispensable de participer. Tout d'abord, l'étude permettait de réunir les acteurs du secteur, y compris nos deux associations, pour se poser des questions sur l'état de santé du secteur philanthropique. Ensuite, elle renforce l'action de l'association. C'est-à-dire, professionnaliser le secteur et le faire mieux connaître à l'extérieur. Nos objectifs sont donc identiques à ceux des financeurs de l'étude.

François Geinoz : Nous souhaitons nous y associer afin de contribuer à une recherche qui nous touche de près. Les conséquences qu'auront l'étude nous concernent et les priorités énumérées sont les nôtres également.

Quels sont les défis auxquels vos associations font face ? Seront-ils résolus grâce à l'étude ?

C. G. : Notre plus grand défi : encourager les fondations à partager le travail qu'elles font afin d'être mieux comprises à l'extérieur. Il s'agit de travailler sur leur transparence.

F. G. : Je souhaiterais également soulever un autre défi de taille : l'accroissement du nombre de fondations. Le secteur doit évoluer qualitativement et non quantitativement. Les fondations atteindront mieux leurs buts en fusionnant ou coopérant. Nous estimons qu'une fondation est créée en Suisse chaque jour, et une dissoute tous les deux jours. Nous pourrions éviter ceci grâce aux fondations abritantes, par exemple. L'étude nous donne ainsi les outils pour répondre à ces défis.

Vous avez été cités en exemple lorsqu'il s'agit de « promouvoir la formation des membres de conseils de fondations et du personnel ». Quels sont les offres et les besoins actuels ? Quelles sont vos priorités ?

F. G. : Nos deux associations offrent des formations à nos membres, notamment en organisant des groupes de travail sur des thématiques particulières. En ce qui concerne les membres de conseils de fondations, estimés à 65'000 en Suisse et à plus de 15'000 dans les cantons de Genève et Vaud, certaines activités leur sont dédiées mais peu se présentent. Etant bénévoles et ayant en parallèle d'autres mandats, ils ont peu de temps libre pour suivre une formation.

C. G. : L'offre n'est pas adaptée à leurs cas, mais le besoin est là. Certains, de par leurs métiers, sont directement concernés par les thèmes de gouvernance, stratégie ou encore finance, mais ne sont pas familiers avec les buts des fondations qu'ils soutiennent. D'autres sont des experts de leurs secteurs mais n'ont aucun savoir stratégique, ni organisationnel.

L'une des recommandations de l'étude est de réunir une coalition de bailleurs de fonds qui soutiendra la vitalité philanthropique dans l'arc lémanique. Dans quelle mesure vos membres sont-ils intéressés à financer le développement d'études et d'infrastructures pour le secteur philanthropique ?

F.G. : Nous ne souhaitons pas réinventer la roue. Il s'agit plutôt d'offrir la meilleure cristallisation de ce qui existe aujourd'hui et suggérer d'organiser un grand événement, une à deux fois par année, réunissant les acteurs du secteur.

C.G. : L'intention évoquée au départ est de rallier les acteurs afin d'organiser un événement romand. Nous sommes encore au premier degré aujourd'hui. Nous échangeons sur le financement et le fonctionnement des associations et fondations. L'étude suggère de passer à l'étape supérieure. En d'autres termes, professionnaliser l'ensemble de l'écosystème afin qu'il soit mieux huilé et rôdé. Cette coalition doit booster le secteur philanthropique. Il s'agira de montrer aux fondations et associations pourquoi c'est important et ce qu'elles y gagneront.

Par la suite, que souhaitez-vous faire afin de promouvoir la vitalité philanthropique de la région et de la Suisse dans son ensemble ?

C.G. : Nous travaillons sur les sujets touchés par l'étude. En particulier, sur la visibilité et la communication. Cette étude va nous permettre d'accélérer le processus. Elle donnera également plus de poids à ce que nous souhaitons mettre en place.

F.G. : Nous agissons depuis longtemps pour la vitalité du secteur, notamment en tant que lobbyiste auprès des milieux politiques à Berne. Nous continuerons ainsi à défendre l'ensemble du secteur.

Quelles sont les prochaines étapes pour vos deux associations ?

C.G. : Notre action immédiate est de diffuser et expliciter le contenu de cette étude. La coalition, non seulement de financeurs mais aussi d'acteurs clefs du secteur, jouera un rôle important dans le processus décisionnel stratégique pour la suite de nos actions.

F.G. : Nous devons nous asseoir autour d'une table, en petit comité, afin d'évaluer les prochaines étapes. Notamment, l'extension de cette étude dans toute la Suisse.